

L'Adresse—M. Gillies

Je veux faire ressortir que personne ne prétend que nous pouvons résoudre les problèmes économiques internationaux par les vieilles méthodes conventionnelles d'autrefois. Personne ne dit qu'il suffit de modifier la valeur des devises étrangères pour régler les problèmes de paiement. En fait, nous devons espérer que les rencontres, comme celles qui ont eu lieu à Washington il y a quelques semaines ou à Rome au début de l'année, produiront de nouvelles politiques économiques qui aboutiront à une solution. Personne ne sachant si le problème est résoluble, le monde est probablement plus incertain aujourd'hui de la politique économique qu'il ne l'a été depuis de nombreuses années.

Si je parle des difficultés économiques internationales, c'est que je suis persuadé que, tout comme l'exige le règlement des problèmes de paiements internationaux, il nous faut des solutions nouvelles et innovatrices aux problèmes économiques du Canada. Nous devons nous poser une question et chaque député doit se la poser quand il examine le discours du trône, les propositions et les généralités qu'il contient: croyons-nous que le gouvernement a vraiment compris les changements qui se produisent dans l'économie canadienne?

Croyons-nous qu'il sait quels changements apporter à la politique économique pour résoudre les problèmes de manière efficace? C'est Talleyrand, je crois, qui a parlé de la tristesse de vivre en pleine révolution et de ne pas savoir ce qui se passe. Nous savons qu'une révolution est en train de se produire dans la formulation de la politique économique internationale. Les répercussions immédiates des fluctuations des prix du pétrole l'ont clairement démontré. Mais dans l'établissement de nos politiques intérieures, nous hésitons à admettre que la structure et le fonctionnement de notre économie subissent aussi une révolution. Sans une prise de conscience, nous ne trouverons probablement pas de solution à nos problèmes économiques actuels, et encore moins à ceux de demain.

Il n'est aucunement question dans le discours du trône d'une nouvelle stratégie industrielle pour le Canada. Il n'y est aucunement question d'une politique des ressources, de politiques des prix, de politiques commerciales et, surtout, il n'est pas du tout question de résoudre le problème le plus important qui se pose à nous au Canada aujourd'hui, c'est-à-dire le problème de l'inflation. En fait, un seul problème se pose au Canada aujourd'hui: comment venir à bout de l'inflation et de l'augmentation constante du coût de la vie, car nous ne pourrions jamais résoudre nos autres problèmes avant d'avoir jugulé l'inflation.

Peut-on vraiment croire que nous pourrions résoudre le problème du logement au Canada avant d'avoir maîtrisé l'inflation? Peut-on vraiment croire que nous pourrions résoudre le problème des disparités régionales en matière de revenus avant de juguler l'inflation? Peut-on vraiment croire que nous pourrions résoudre le problème de la répartition des revenus avant de venir à bout de l'inflation? Nous ne le pouvons pas. La même chose est vraie pour le problème de la pauvreté. La première chose que le Parlement doit faire, c'est s'attaquer à l'inflation au Canada, et cela, dès maintenant.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Autrement, nous perdons notre temps. Chose certaine, si nous ne jugulons pas l'inflation et si nous la laissons continuer à son rythme actuel, c'est-à-dire 9.1 p. 100 ou 10 p. 100, notre société et notre système économique ne pourront survivre. Les Canadiens ne s'accommoderont pas d'un système économique et d'un gouvernement inca-

[M. Gillies.]

pables de combattre l'inflation. Je pense que c'est Lénine qui, le premier, a déclaré que si l'on veut détruire le système économique, il faut commencer par corrompre la monnaie. C'est ce que nous avons fait.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Il est certain qu'à un moment ou l'autre le problème de l'inflation sera résolu et qu'elle disparaîtra du Canada. Au Canada, cela se fera dans le cycle normal des affaires. Si nous ne réussissons pas à maîtriser l'inflation, nous assisterons à l'effondrement total de notre régime économique et à une poussée de chômage, une crise dont la nature et l'envergure ressembleront probablement à ce qu'on a connu dans le passé.

Que pense le peuple canadien d'un gouvernement qui, confronté au taux actuel de l'inflation, dit qu'on n'y peut absolument rien à court terme, que l'on pourra peut-être faire quelque chose à long terme. Le peuple canadien n'acceptera pas cette réponse. Que pense le peuple canadien d'un premier ministre (M. Trudeau) qui affirme à la télévision que le coût de la vie continuera de grimper aussi rapidement en 1974 qu'en 1973? Les gens sont forcés de conclure qu'il doivent se protéger eux-mêmes contre l'inflation, car le gouvernement n'est pas en mesure de le faire.

Des voix: C'est honteux!

M. Gillies: Que penseront les citoyens d'un gouvernement qui n'est pas prêt à lutter vigoureusement contre l'inflation?

Quelle excuse offre le gouvernement? Il affirme que nous ne pouvons pas faire grand chose au sujet de l'inflation au Canada parce que le problème est mondial. Il est vrai que l'inflation sévit partout dans le monde. Chaque pays en souffre, mais il existe cependant une différence fondamentale entre l'inflation que connaît le Canada et celle que subissent beaucoup d'autres pays. Nous nous sommes jusqu'à présent mis à l'abri des hausses fantastiques du prix du pétrole qui sont si inflationnistes dans d'autres pays et, ce qui est plus important, à l'encontre de ce qui se passe ailleurs, notre inflation ne résulte pas d'un accroissement énorme du coût de nos importations comme c'est le cas pour la Grande-Bretagne, le Japon et bien d'autres pays. Les répercussions inflationnistes de la situation internationale résultent de la hausse du prix de nos exportations. Nous pourrions y faire quelque chose, mais nous ne l'avons pas fait. Il est donc tout à fait erroné de prétendre que la gravité de l'inflation au Canada résulte de conditions mondiales et de tenter d'affirmer que le problème ressemble à celui de la Grande-Bretagne ou du Japon.

Si vous examinez les données statistiques concernant les augmentations du prix de nos exportations, vous constaterez que le prix avait augmenté d'environ 8.2 p. 100 avant la crise du pétrole. Le prix de nos exportations a augmenté d'environ 14.5 p. 100 et, évidemment, les prix en général ont augmenté d'environ 10 p. 100. Personne ne peut dire que si nous voulons faire quelque chose à propos de l'inflation, les problèmes mondiaux nous en empêchent. Nous ne faisons rien à propos de l'inflation parce que nous ne voulons rien faire; nous ne voulons pas troubler certaines habitudes et traditions du passé. En réalité, ce que nous avons décidé de faire, c'est de ne pas nous isoler des forces internationales génératrices d'inflation au Canada.